

Lait infantile : L'Afrique doit revoir son systèmes d'alerte et de contrôle

Compte Test - 2026-04-11 19:26:48 - Vu sur pharmacie.ma

Le scandale récent lié aux rappels massifs de lots de lait infantile dans plus de 60 pays met en lumière les faiblesses des systèmes africains de contrôle sanitaire et de communication en situation de crise. Selon Alphonse Ayissi Abena, président de la Fondation camerounaise des consommateurs (FOCACO), le droit à l'information constitue un élément essentiel de la sécurité sanitaire, et le silence des autorités face à un risque potentiel représente une mise en danger des populations. Depuis la fin de l'année 2025, plusieurs multinationales de l'agroalimentaire, notamment Nestlé, Danone et Lactalis, ont procédé à des retraits de produits soupçonnés d'être contaminés par la céréulide, une toxine produite par la bactérie *Bacillus cereus*. Cette substance, particulièrement résistante à la chaleur et aux procédés de nettoyage, peut provoquer chez les nourrissons des symptômes graves tels que vomissements, diarrhées, douleurs abdominales, déshydratation sévère, voire le décès, notamment chez les prématurés et les enfants fragiles. Face à cette situation, la réaction des autorités africaines a été jugée insuffisante et tardive. Au Cameroun, le ministère de la Santé a assuré que les lots concernés n'étaient pas présents sur le territoire national, tandis qu'au Sénégal, Nestlé a affirmé que ses produits pouvaient être consommés en toute sécurité. En Côte d'Ivoire, les autorités ont toutefois retiré un lot de lait Babybio Optima1 présentant un risque sanitaire. Pour la FOCACO, ces initiatives restent largement réactives et non proactives, révélant une défaillance de la veille sanitaire et un manque criant de transparence dans plusieurs pays d'Afrique.

Cette affaire intervient dans un contexte déjà marqué par des controverses sur la qualité nutritionnelle des aliments pour bébés vendus en Afrique. Une enquête de l'ONG Public Eye a montré que plus de 90 % des produits Cerelac «sans sucre ajouté» commercialisés sur le continent contiennent en réalité des quantités importantes de sucre, contrairement aux versions vendues en Europe. Cette situation soulève des interrogations sur les pratiques différenciées des multinationales et sur la capacité des autorités africaines à faire respecter des normes strictes pour protéger la santé des nourrissons. Plusieurs experts soulignent que les structures de contrôle existent en Afrique, mais qu'elles souffrent d'un manque de moyens techniques, de laboratoires performants et de capacités d'inspection suffisantes. Pour remédier à ces lacunes, des organisations de consommateurs recommandent la mise en place d'un système africain d'alerte rapide, inspiré du modèle européen RASFF, permettant de partager en temps réel les informations sur les risques sanitaires liés aux produits alimentaires. Au-delà de l'amélioration des dispositifs de contrôle, les spécialistes appellent également à renforcer la législation, notamment en interdisant l'ajout de sucre dans les aliments destinés aux nourrissons, conformément aux recommandations de l'OMS, et en sanctionnant sévèrement toute entreprise dissimulant des informations sur des risques sanitaires. Ce scandale souligne l'urgence pour les États africains de renforcer leurs mécanismes de régulation afin de mieux protéger la santé des populations les plus vulnérables.